

L'Adresse—Le très hon. John Turner

respecter. Les audiences de l'Office national de l'énergie qui auront lieu prochainement n'y changeront pas grand-chose, car cet office est devenu rien de plus qu'un organisme de contrôle sans aucun pouvoir lui permettant de limiter ou de modifier les niveaux d'exportation.

Agriculture. Nous, de l'opposition, avons dit au gouvernement et au ministre de l'Agriculture (M. Mazankowski) qu'il était impossible d'étendre le libre-échange au domaine agricole. Notre climat et celui des États-Unis sont trop différents. Notre saison de croissance est plus courte, nos frais sont plus élevés, notre fardeau est plus lourd. Pourtant, les cultures commerciales de nos agriculteurs, nos légumes, nos fruits et nos produits horticoles, bref, tout ce qui était protégé par les offices de commercialisation, est maintenant menacé par la concurrence directe des agriculteurs de la Californie, de la Floride, de la Georgie, du Mississippi et de l'Alabama. Eux jouissent d'une saison de croissance de douze mois, tandis que nos agriculteurs doivent compter avec le climat contre lequel ils luttent courageusement depuis plus de deux siècles.

Le système de gestion de l'offre des produits agricoles sera sacrifié sur la table des négociations. On nous a mis en garde contre l'exode des usines de transformation des aliments. Quaker Oats, Heinz et McCain ont déjà fait savoir qu'elles quitteraient le Canada.

Pêche. Nous avons beaucoup parlé de la pêche à la Chambre, mais l'Accord de libre-échange nous fait perdre les droits que nous donnait le GATT. Contrairement à ce que soutient le gouvernement, aucune exception ne nous permet de favoriser nos pêcheurs et nos transformateurs de poisson.

Contrôle des investissements étrangers. L'examen des investissements n'est plus nécessaire que dans les cas où une acquisition directe porte sur une entreprise d'une valeur de 150 millions de dollars ou plus et dans le cas des acquisitions indirectes, il n'y a plus aucune mesure de contrôle. Plus rien ne peut maintenant freiner les prises de contrôle. En préparation du libre-échange, le pourcentage de propriété étrangère s'est accru avant les élections. Selon le rapport d'Investissement Canada pour 1987-1988, la valeur des acquisitions par des étrangers, des Américains dans 70 p. 100 des cas, a connu une hausse marquée, passant de 12,5 milliards de dollars en 1986-1987 à 22,2 milliards en 1987-1988. L'Accord permet maintenant aux Américains de s'emparer des entreprises canadiennes à des prix ridicules.

Marché des capitaux. Nous avons répété à maintes reprises que nos secteurs des banques, de l'assurance et des investissements, surtout le secteur bancaire, peuvent maintenant être envahis par les Américains. Nous n'avons pas le même accès au marché américain, surtout parce que l'activité bancaire relève des États et parce que la loi américaine interdit tout lien entre l'activité bancaire et les investissements. Nous ne jouissons pas de

la réciprocité. La société American Express était à nos portes le jour même des élections, et beaucoup d'autres suivront.

Pendant la campagne électorale, nous avons gagné la faveur des Canadiens. Le nombre de Canadiens qui ont voté contre cet accord dépasse de plus d'un million et demi le nombre de ceux qui ont voté en faveur de l'accord.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Nous avons gagné sur le plan du message. Notre message nous avait mis au premier rang dans la course. Les conservateurs n'ont cependant pas répondu à ce message sur le libre-échange, un message qui préoccupait les Canadiens. Ils ont préféré s'en prendre au messenger. Ils ont lancé une attaque personnelle sans précédent contre ma réputation, ma sincérité et ma compétence. Cette campagne ressemblait d'ailleurs étrangement à ce qu'on voit chez nos voisins du sud.

Nous avons également été témoins d'une intervention sans précédent des grandes entreprises qui ont versé des millions de dollars, non prévus dans la Loi sur les dépenses électorales, dans une campagne de publicité en faveur du libre-échange.

Nous avons vu la démocratie dépourvue de sa majesté. Nous avons vu le gouvernement, avide de pouvoir, manipuler cyniquement l'opinion publique, miser sur les faiblesses de la nature humaine et axer sa campagne sur la crainte plutôt que sur la fierté d'une nation.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Je répète au premier ministre que son mandat est terni, que sa victoire est souillée. Les conservateurs ont acheté leur mandat et vendu le pays, et les Canadiens ne permettront pas qu'on vende leur pays.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Plus de quatre millions de Canadiens ont appuyé le Parti libéral. Cinquante-sept pour cent des Canadiens ont voté contre l'accord de libre-échange. Les électeurs de huit provinces sur dix ont voté contre cet accord. Nous continuerons à nous opposer à l'accord de libre-échange, conformément au mandat que nous ont donné ceux qui nous ont soutenus. Nous tenterons de limiter ses effets négatifs sur les Canadiens en proposant des programmes convenables d'ajustement, des programmes que le premier ministre a promis aux Canadiens de mettre en place, à temps pour prévenir les difficultés qui pourraient résulter de l'accord. Une fois de plus le premier ministre a fait des promesses qu'il ne pourra pas tenir et ne tiendra pas.

Combien de fois avons-nous entendu le premier ministre nous dire que l'accord de libre-échange ne ferait de tort à personne? Lui et ses amis du monde des affaires savaient très bien que des milliers de travailleurs cou-